

le Manifeste

« Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté » — ANTONIO GRAMSCI



De la Palestine à Cuba, du Venezuela au Soudan, de l'Iran à l'Ukraine, etc., les agressions impérialistes se multiplient. Dans le même temps l'ensemble des pays impérialistes connaissent une hausse inédite des budgets d'armement, une attaque contre les droits démocratiques et une campagne idéologique visant à préparer les opinions publiques à la guerre. Le lien entre la situation internationale et chacune des situations nationales répond à une logique évidente : la préparation de la guerre à l'extérieur du territoire national nécessite une guerre sociale immédiate en son sein. À l'échelle internationale, comme au sein

de l'hexagone, les indicateurs de ce processus à deux facettes (la préparation à la guerre et la fascisation), se multiplient ces dernières semaines. Le contexte de ce processus est celui d'un système impérialiste mondial empêtré dans une crise structurelle, d'un impérialisme hégémonique états-unien en perte de vitesse généralisée (sur les plans commerciaux industriels, technologiques, scientifiques, etc.) qui ne voit comme seule issue pour préserver ses profits qu'une recolonisation sanglante du monde.

Le secrétaire d'État états-unien Marco Rubio l'assume explicitement pour la première fois lors de la

conférence de Munich des 13 au 15 février 2026 qui réunissait près de mille participants (chefs d'État et de gouvernements, ministre de la Défense ou des Affaires Étrangères, responsables de l'OTAN, gradés des différentes armes, etc.). Il déclare en effet lors de cette conférence également nommée "Davos de la sécurité" sa fierté de cinq siècles de colonisation : « *Pendant cinq siècles, l'Occident s'était étendu [...] ses missionnaires, ses pèlerins, ses soldats, ses explorateurs déferlant depuis ses côtes pour traverser les océans, coloniser de nouveaux continents, construire de vastes empires s'étendant à travers le globe.* » Il date ensuite le déclin de "l'Occident" de la défaite du nazisme : « *En 1945, pour la première fois depuis l'époque de Christophe Colomb, l'Occident se contractait. [...] Les grands empires occidentaux étaient entrés dans un déclin terminal, accéléré par des révolutions communistes athées et par des soulèvements anticoloniaux.* » Il appelle enfin sous les ovations des participants à renouer avec la "domination de l'Occident sur le monde" : « *Dans ce contexte, comme aujourd'hui, beaucoup en sont venus à croire que l'ère de domination de l'Occident avait pris fin [...]. Mais ensemble, nos prédécesseurs ont reconnu que le déclin était un choix, et c'était un choix qu'ils ont refusé de faire. [...] C'est ce que le président Trump et les États-Unis veulent faire à nouveau aujourd'hui, ensemble avec vous.* »

Loin d'être une simple fanfaronnade, ces propos exposent clairement la stratégie de recolonisation à l'œuvre qui relie le génocide en Palestine, le blocus génocidaire à Cuba, le terrorisme d'État états-unien au Venezuela, la reprise de la guerre en Iran, etc. Cette stratégie est explicitement décrite dans un document officiel intitulé "Stratégie de défense nationale" publié le 24 janvier 2026 par le département de la guerre états-unien. Le 22 juillet dernier, la Chambre a doté de moyens financiers vertigineux (en votant un budget militaire de plus de 1150 milliards de dollars pour l'année 2027) ce plan de réimposition de l'hégémonie états-unienne sur le monde. À titre comparatif, le budget de 2026 était de 900 milliards. On assiste à la même hausse des dépenses militaires dans chacun des pays impérialistes. La loi de programmation militaire française a ainsi fait l'objet d'une "actualisation" adoptée le premier juillet qui prévoit une nouvelle hausse de 36 milliards d'euros et porte l'enveloppe globale à 436 milliards d'ici à 2030. Cela ne veut pas dire que les intérêts de tous les pays impérialistes convergent totalement, mais plutôt qu'aucun d'entre eux ne veut, face à cette détermination impérialiste glo-

bale états-unienne, être absent de ce nouveau partage du monde annoncé.

Un tel projet global nécessite de réorienter le budget national dans le sens d'une économie de guerre d'une part et de mater la "base arrière" des différents pays impérialistes d'autre part. L'économie de guerre se traduira inévitablement par une casse des services publics et une paupérisation massive. Le syndicat des patrons, le MEDEF, prépare l'opinion dans l'éditorial de son site à la date du 29 juillet 2026 : « *Dans un environnement international de plus en plus incertain, et face à la succession de crises diverses et variées, la France traverse une période difficile. La dette se creuse, le pouvoir d'achat stagne, l'insécurité et la grogne sociale grandissent et on entend des bruits de bottes pas très loin de nos frontières* ». Les messages sont clairs : pas question de financer l'effort d'armement par une baisse des profits ; la baisse des salaires directs et indirects sera la manne financière de "l'effort".

Mais comme le souligne le MEDEF dans son éditorial, la "grogne sociale" grandit et la classe dominante se prépare à la réprimer. Les lois liberticides se succèdent dès lors à un rythme accéléré : du projet de loi Yadan se donnant pour objectif de d'assimiler antisionisme et antisémitisme (heureusement retirée devant l'ampleur de sa contestation) à la loi visant à reconnaître une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre de juillet 2026 (c'est-à-dire un véritable permis de tuer) en passant par la loi dite *RIPOST* adoptée le 21 juillet permettant de faciliter l'expulsion des gens du voyage, par la loi "narcotrafic" du 13 juin 2025 permettant une extension très large du "renseignement administratif", etc. Le sénateur *Les Républicains* Stéphane Le Rudulier va même jusqu'à déposer un projet de loi visant à inscrire les « [...] les groupes dits "antifas" sur la liste des organisations terroristes ». Toutes ces lois et ces projets de lois renforcent l'arsenal répressif d'État en prévision des mouvements sociaux liés à cette "grogne sociale" dont parle le MEDEF.

La préparation de la guerre à l'international appelle la fascisation dans l'Hexagone. Au moment où le capitalisme montre son véritable visage, celui de la guerre et de la répression, seule l'unité des travailleurs peut contrecarrer cette marche vers la barbarie. Cette unité suppose un Parti Communiste national : construisons-le, le plus rapidement possible.

•

Libéralisme ou services publics, IL FAUT CHOISIR



DANS, l'hebdomadaire espagnol *Cambio 16*, du 5 décembre 1994, le prophète auto-proclamé Alain Minc disait : « *Le capitalisme ne peut s'effondrer, c'est l'état naturel de la société. La démocratie n'est pas l'état naturel de la société. Le marché, oui.* »

Tout est dit non ? Laissons faire “ la nature ” et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes. Un peu plus de 30 ans après l'immense espoir soulevé par la chute du mur de Berlin, chez ceux qu'on appelle par une perversité de langage les “ libéraux ”, on peut constater l'absurdité d'une telle position. Les convaincus de “ la fin de l'histoire ” peuvent savourer le bilan de la mise en œuvre méthodique de leur philosophie de gestion du capitalisme international. Les guerres ravagent la planète, une épidémie de COVID met à nu les incapacités à soigner et les sommes colossales englouties dans les marchands de poudre de perlimpinpin, il faut en France désormais 42 jours d'attente pour voir un cardiologue, entre 30 et 120 jours pour un dermatologue, autour de 3 semaines à plus de 4 mois pour un ophtalmologue ¹. La situation est telle que 73% des habitants de ce pays ont dû renoncer à au moins un acte de soin ces 5 dernières années ²... Bref, ils peuvent se réjouir, les “ libéraux ”, de l'effondrement du Service public de santé au profit de la loi de la nature ou plus exactement de la loi de la jungle.

Et on peut aussi constater les “ bienfaits ” de cette philosophie pour l'école, l'énergie, les communications : c'était trop simple, le monopole public de

ces activités humaines indispensables aux besoins des populations. Cette loi du marché profite-t-elle au moins à l'emploi productif et de services ? Poser la question c'est y répondre bien sûr. Demandez aux 275 salariés de *Fibre Excellence* à Tarascon et avec eux aux 70 000 entreprises qui ferment leurs portes en 2026 grâce aux “ bons offices ” de la politique dite “ libérale ”. Les seuls emplois qui se portent bien sont ceux de l'industrie de guerre — ce qui n'est fait ni pour nous rassurer, ni pour attester du haut niveau de civilisation que nous permet d'atteindre le libéralisme. Et ces emplois ne doivent rien à la philosophie des Alain Minc de notre temps, mais tout à l'intervention massive des financements d'État et à la fameuse “ Loi de programmation militaire ” et ses 436 milliards, le prix de 4800 canadiens. Messieurs les amoureux de “ l'état naturel de la société ”, nos forêts vous remercient...

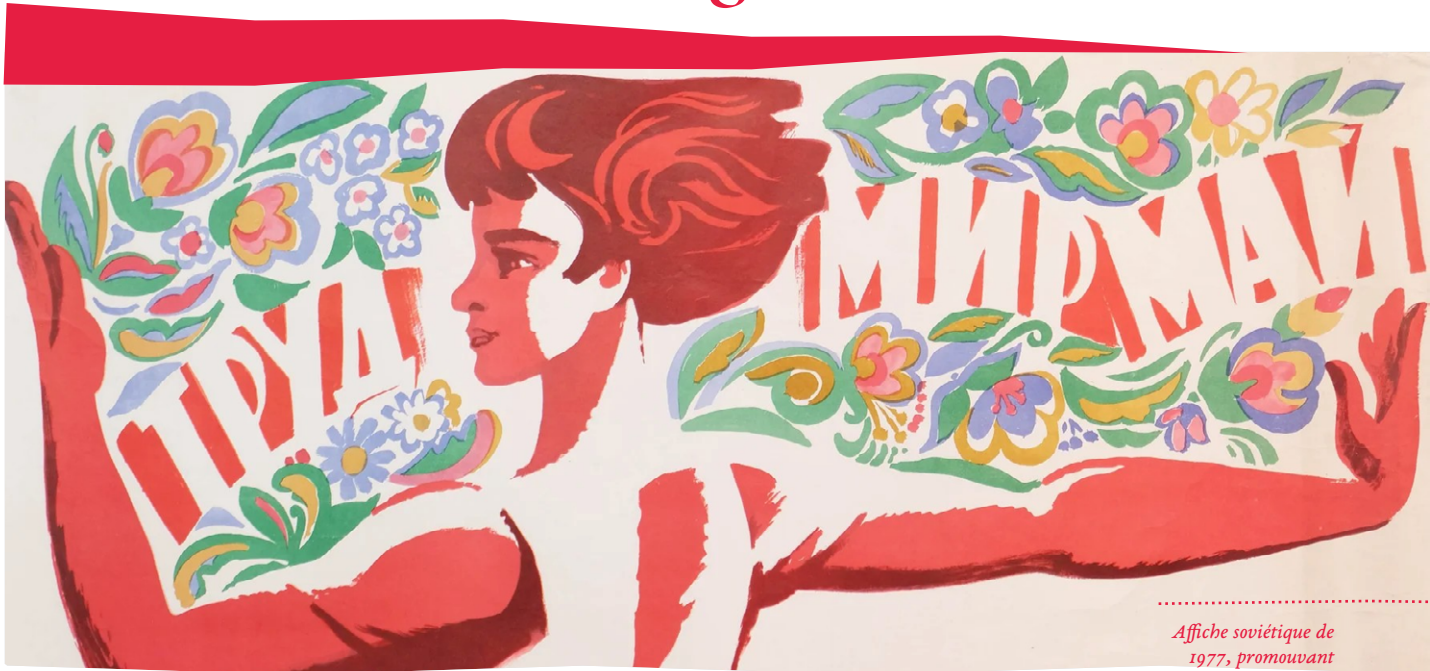
Sans Services publics, sans organisation démocratique des productions et des échanges, il n'y aura ni réponse aux besoins, ni développement harmonieux, mais une plongée dans la “ barbarie libérale ” et les guerres qui en sont l'inéluctable aboutissement. À nous donc d'agir pour inverser la tendance : agir pour les services publics, c'est agir pour le bien de l'humanité, pour la paix et pour la démocratie qui est la forme supérieure de l'organisation de la société.

• Charles Hoareau

1 - Rapport annuel de la Drees sur l'accessibilité aux soins

2 - Baromètre de l'accès aux soins de la Fédération hospitalière de France cité par France Info le 18 mars 2026

Comment les femmes peuvent-elles lutter contre la guerre ?



Affiche soviétique de 1977, promouvant "travail et paix"

— AUTEUR INCONNU

POUR l'année de la femme l'ONU déclarait lors d'une conférence mondiale à Mexico : « Femmes et hommes doivent œuvrer ensemble pour promouvoir la collaboration internationale en éliminant la discrimination raciale, le colonialisme, l'occupation étrangère et l'apartheid. » Une telle déclaration d'un féminisme unitaire et de classe n'a été possible que parce qu'alors l'URSS avait encore une certaine force et que les États du Sud étaient organisés. Aujourd'hui, les "mouvements féministes" sponsorisés et relayés par la bourgeoisie produisent des discours lénifiants et essentialistes qui renvoient dos-à-dos agresseurs colonialistes et agressés, victimes de l'impérialisme et bourreaux. Refusons l'instrumentalisation de la cause des femmes pour mener les guerres de l'impérialisme !

Nous appelons toutes et tous nos camarades et sympathisant-e-s à rejoindre cette lutte ; Par le tra-

vail, essentiel, de réinformation : dans le cadre familial, amical, et bien sûr sur leurs lieux de travail et dans leurs syndicats, rappelons sans cesse à qui profitent les guerres impérialistes et faisons apparaître clairement le lien entre les massacres là-bas et l'exploitation ici ; Par le militantisme : en diffusant la campagne unitaire pour la Paix et en faisant signer sa pétition. En popularisant les campagnes de boycott comme BDS qui commencent à porter leurs fruits. C'est en luttant tous ensemble contre notre propre impérialisme que nous lutterons efficacement contre la militarisation et contre la guerre !

•

À LIRE BIENTÔT SUR LE SITE URC :
notre brochure « Les suffragettes ou comment
le mouvement féministe bourgeois a acheté
son droit de vote en envoyant les prolos à la
guerre »



signer la pétition en ligne
déjà **+9500** signatures

urlr.me/4fbD8a

